

deux fugitifs, Radovan Karadzic et Iladic, sont ici célébrés en héros de la «*libération* serbe».

grands-frères de Serbie ne sont tous d'accord sur l'attitude à adopter sur ces guerres. Tandis que la télévision d'Etat, contrôlée par le premier ministre Djindjic, programait mercredi première fois un documentaire de l'épisode sanglant de 1995, le président Slobodan Milosevic, marquait la journée internationale de la femme en envoyant une lettre anti-TPIY aux forces nationales.

Rémy Ourdan

monde.fr/balkans

«*espionnage*» en Russie juges

Le professeur de Kalouga, Igor Soutiaguine, spécialiste des armements nucléaires, a été accusé d'espionnage après la publication d'un livre.

Alexandre Nikitine, qui était en France pour recevoir un prix de défenseur des droits de l'homme, le prix de l'Edit de Nantes, veut aussi attirer l'attention sur un autre cas, en Biélorussie cette fois. Le professeur Iouri Bandajevski, qui effectuait des recherches sur les effets de la radiation sur l'organisme humain après la catastrophe de Tchernobyl, et critiquait parallèlement l'utilisation des fonds publics destinés, dans cette République, aux victimes de l'accident nucléaire, a été condamné, le 18 juin, par un tribunal militaire, à huit ans de prison à régime sévère pour «*corruption*». De santé fragile, M. Bandajevski n'aura droit qu'à trois visites par an de ses proches, et sera détenu dans une prison de Minsk aux conditions redoutables. Les cellules peuvent y compter jusqu'à cent vingt prisonniers et les détenus sont contraints de travailler. Le verdict étant sans appel, seule une grâce du président Loukachenko pourrait le faire libérer. «*Ils l'ont condamné parce qu'il exposait à quel point la situation, dans les territoires contaminés, est dangereuse, contrairement à ce que prétendent les autorités dans ce pays*», a commenté M. Nikitine.

Natalie Nougayrède

► www.lemonde.fr/russie

tion pour la sécurité et la coopération en Europe), alors Bronislav Geremek.

Visite au Vietnam du numéro deux du régime nord-coréen

BANGKOK. Kim Yong-nam, numéro deux du régime nord-coréen, effectuée, depuis mercredi 11 juillet, une visite officielle au Vietnam. Le président de l'Assemblée nationale est la personnalité nord-coréenne la plus importante à se rendre à Hanoï depuis 1964, quand feu Kim Il-sung y avait été reçu par Hô Chi Minh. Pyongyang a demandé au Vietnam de lui livrer du riz.

Par ailleurs, Hanoï sera l'hôte, le 25 juillet, d'un Forum sur les questions asiatiques de sécurité auquel participera, entre autres, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, et qui devrait être dominé par la question coréenne. Le Vietnam a établi des relations diplomatiques avec la Corée du Sud en 1992. – (Corresp.)

La présidente du Sri Lanka suspend le Parlement

NEW DELHI. Pour éviter une crise politique qui menace son gouvernement, la présidente du Sri Lanka, Chandrika Kumaratunga, a suspendu, mercredi 11 juillet, pour deux mois le Parlement et appelé à un référendum le 21 août. Les électeurs devront dire si oui ou non ils estiment que le Sri Lanka a besoin d'une nouvelle Constitution. Minoritaire depuis la défection de son principal allié musulman, le gouvernement était menacé d'un vote de défiance au Parlement où l'opposition dispose dorénavant de 115 sièges sur 225. Toutes les tentatives de M^{me} Kumaratunga pour faire adopter son projet de nouvelle Constitution qui donnerait plus d'autonomie à la minorité tamoul dans le cadre d'un Etat quasi fédéral ont échoué devant le refus de l'opposition de coopérer. Pour être adoptée, une nouvelle Constitution a besoin de l'approbation des deux tiers du Parlement.

Cette nouvelle crise marginalise les efforts norvégiens pour faciliter l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE) qui mènent une guerre sanglante pour l'obtention d'une patrie pour les Tamouls au nord du pays. – (Corresp.)

Protestations de parents divorcés contre la justice allemande

BERLIN. Trois pères et une grand-mère ont affirmé, mercredi 11 juillet, avoir commencé une grève de la faim à Berlin, s'estimant victimes de la justice allemande dans des affaires de divorces, parfois binationaux. Sur le Gendarmenmarkt, à Berlin, les quatre grévistes se sont munis de photos de leurs enfants, qu'ils disent n'avoir pas vus depuis des mois, voire des années.

La justice allemande avait été vivement critiquée en France en 1998 lorsqu'elle avait décidé – provisoirement – de ne pas rapatrier un enfant enlevé par son père allemand en France, contrairement à ce qu'exige la convention de La Haye, invoquant le droit au bien-être de l'enfant. A l'heure actuelle, il n'existerait pas de cas d'enlèvement d'enfants mais seulement des décisions de justice douloureuses ou non exécutées. Une commission composée de six parlementaires français et allemands, créée en 1999, tente des médiations entre les parents français et allemands qui se déchirent pour leurs enfants. – (Corresp.)

Protestations de parents divorcés contre la justice allemande.

LE MONDE – INTERNATIONAL, 13.07.2001, S. 4.